



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Etat-major des Armées
Forces armées en Guyane
Direction d'infrastructure
de la défense de Cayenne**

N° COSI : 460 209

N° DE PROJET : 25-02-009

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**GUYANE – REGINA – 3EME REI
CAMP SZUTS
REHABILITATION DE L'ORDINAIRE DU CEFE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot n°1 – Démolition et TCE

	MAITRISE D'ŒUVRE	Direction d'infrastructure de la défense de Cayenne Division projets / Pôle maîtrise d'œuvre Quartier de la Madeleine - CS 56019 97306 CAYENNE CEDEX Téléphone : 05.94.39.55.25
--	-----------------------------	---

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1. OBJET DE L'OPERATION	4
1.2. DECOUPAGE DE L'OPERATION	4
1.3. TRAVAUX A REALISER	4
1.4. INSTALLATION DE CHANTIER – CONTRAINTES DU SITE	5
1.4.1. GENERALITES	5
1.4.2. EMPRISE DU CHANTIER ET ACCES.....	5
1.4.3. TERRAINS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHE.....	6
2. DESCRIPTION DES TRAVAUX	7
2.1. GENERALITES.....	7
2.1.1. PRESENTATION.....	7
2.1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	7
2.1.3. EXIGENCES.....	8
2.1.4. DECHETS.....	13
2.2. SECTION TECHNIQUE N°1 – DEMOLITION.....	14
2.2.1. OBJET DES TRAVAUX	14
2.2.2. AUTORISATIONS.....	14
2.2.3. OBLIGATIONS DE MOYEN ET DE RESULTATS	14
2.2.4. DEMOLITION MECANIQUE.....	15
2.2.5. NIVEAU D'ARASE.....	15
2.3. SECTION TECHNIQUE N°2 – GROS ŒUVRE.....	16
2.3.1. OBJET DES TRAVAUX	16
2.3.2. IMPLANTATION	16
2.3.3. NOTES DE CALCULS.....	16
2.3.4. CHARGES PERMANENTE.....	16
2.3.5. CHARGES D'EXPLOITATION.....	16
2.3.6. TERRASSEMENTS.....	16
2.3.7. FONDATIONS – PLANCHER	17
2.3.8. MASSIFS DE FONDATION DEPORTES.....	20
2.3.9. DISPOSITION ANTI-TERMITES	20
2.3.10. OUVRAGES DIVERS	21
2.4. SECTION TECHNIQUE N°3 - REVETEMENT DE SOL	23
2.4.1. OBJET DES TRAVAUX	23
2.4.2. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	23
2.4.3. LOCALISATION.....	23
2.4.4. CHAPES RAPPORTEES.....	23

2.4.5. CARRELAGE	24
2.5. SECTION TECHNIQUE N°4 – PEINTURE ET MAÇONNERIE	25
2.5.1. OBJET DES TRAVAUX	25
2.5.2. MAÇONNERIE.....	25
2.5.3. PEINTURE	25
3. DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES.....	26

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. OBJET DE L'OPERATION

La présente opération a pour objet la démolition partielle de l'ordinaire (bâtiment 010) du CEFE situé au Camp Szuts à Régina et de sa réhabilitations afin d'une remise aux normes de celui-ci.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe les modalités techniques de fournitures, d'exécution des travaux et des essais, du **Lot n°1 Démolition et Tout Corps d'état**

1.2. DECOUPAGE DE L'OPERATION

L'opération de réhabilitation du bâtiment n°010 est découpé en :

- Marché de sécurité et de protection de la santé de 2ème catégorie,
- Marché de contrôle technique
- Marché de démolition/reconstruction alloti en 4 lots :
 - Lot 1 : Démolition et Tout corps d'état
 - Lot 2 : Voirie et réseaux divers
 - Lot 3 : Chambre froide – Cloisonnement thermique – Electricité – Plomberie
 - Lot 4 : Charpente – Couverture

1.3. TRAVAUX A REALISER

Le bâtiment ne sera pas en activité au moment des travaux. Néanmoins, une partie du bâtiment sera conservé avec une réfection de sa couverture et une remise en peinture (salle cadre et popote).

L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations suivantes :

- Le renforcement de la voie d'accès au site permettant la venue de véhicule de chantier
- La mise en place des installations de chantier
- Dépose de la charpente et couverture existante,
- Démolition complète de la partie production et réfectoire allant des élévations verticales jusqu'aux fondations de cette partie du bâtiment 010,
- Démolition partielle du bâtiment 011 (trois locaux concernés)
- Le conditionnement, le transport et l'évacuation des déchets vers les filières adaptées

- La préparation du chantier (mise en place des protections, ...),
- La réalisation des plots déportés qui soutiendront la charpente future
- La réalisation d'une dalle fondée sur radier
- Les revêtements de sol adaptés pour la partie reconstruite
- Le remise en peinture des élévations maçonnées de la zone conservée

Les prix remis par l'entrepreneur sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux, et ce dans les règles de l'art.

1.4. INSTALLATION DE CHANTIER – CONTRAINTES DU SITE

1.4.1. GENERALITES

Les prestations comprendront :

- Les frais d'encadrement et divers ;
- Les frais de clôture (zones d'emprise de travaux et zone mise à disposition par le MOA) ;
- Les clôtures limitant les emprises de chantier telles que décrites au CCTP ainsi que leur déplacement suivant l'avancement ;
- Tous les aménagements de terrains permettant l'accès des engins et matériels de chantier, la maintenance des accès ;
- Toutes les sujétions relatives à la préparation de la zone mise à disposition par le titulaire ;
- L'amenée et repli du matériel de chantier ;
- L'enlèvement, en fin de chantier par site, de tous les matériaux et matériels en excédent, la remise en état des lieux ;
- Les frais d'assurance de l'entreprise contre les préjudices causés aux ouvrages existants, aux bâtiments, aux personnes et aux usagers des voies publiques, du fait des travaux ;
- La mise à disposition du Maître d'œuvre de tous les moyens conformes aux normes de sécurité, lui permettant l'accès à toutes les parties du chantier, quel que soit l'état d'avancement de celui-ci ;
- L'ensemble de la signalisation du chantier autre que celle destinée à modifier les conditions initiales de circulation ;
- Toutes dispositions permettant de satisfaire aux spécifications du P.G.C.S.P.S. et les adaptations en cours de travaux à la demande du coordinateur.

1.4.2. EMPRISE DU CHANTIER ET ACCES

Les emprises de chantier sont imposées à l'Entrepreneur.

Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle élémentaire (CE) avec un retour validé.

1.4.3. TERRAINS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHE

L'accès au chantier se feront exclusivement à partir de la voie d'accès définie par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre. Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition de l'Entrepreneur des terrains ou emplacements nécessaires à ses installations de chantier.

Les zones de stockage seront situées à proximité de la zone vie.

L'emprise des zones de chantier sont représentées sur les plans joints dans le cahier de détail.

L'Entrepreneur aura à sa charge de l'ensemble des branchements aux réseaux.

Le titulaire aura à sa charge le renforcement de la portion de piste d'environ 200m uniquement réservée à l'accès chantier (cf. carnet de plans).

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1. GENERALITES

2.1.1. PRESENTATION

Le présent chapitre fixe les modalités techniques de fourniture et d'exécution des travaux du lot N°1 : Démolition et tout corps d'état.

2.1.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour tout ce qui n'est pas précisé dans le présent CCTP, les prescriptions des documents techniques et réglementaires, en vigueur au moment de la remise des offres, seront appliquées (ainsi que les décisions et recommandations de la Commission des Marchés Publics de l'Etat), à savoir :

- les Eurocodes,
- les Avis Techniques,
- les Documents Techniques Unifiés,
- les normes en vigueur,

2.1.2.1. PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX, FOURNITURES ET PRODUITS

2.1.2.1.1. VERIFICATIONS ET RECEPTION DES MATERIAUX – FOURNITURES ET PRODUITS DE TOUTE NATURE

a) Généralités

Les matériaux employés aux travaux devront répondre aux prescriptions des normes AFNOR homologuées en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'indication de l'origine de tous les matériaux et appareils employés par l'Entrepreneur devra être adressée au Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur sera tenu d'employer les espèces et qualités de matériaux prescrits par le présent cahier et les ordres de service. Dans tous les cas où les mots « équivalent » ou « similaire » sont employés dans le présent cahier, l'Entrepreneur devra, avant sa mise en œuvre, soumettre le produit à substituer ou le nom du fabricant au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage qui apprécieront s'il y a équivalence ou similitude.

b) Vérification et réception

Il appartiendra à l'Entrepreneur d'apporter la preuve que les matériaux sujets à essais ont bien été soumis aux dits essais.

Tous les matériaux et fournitures seront vérifiés et reçus avant leur emploi. Ils seront, à cet effet, disposés par l'Entrepreneur conformément aux instructions du Maître d'Œuvre; l'Entrepreneur sera tenu de faire remplacer sur le champ ceux qui seront rebutés. S'il ne se conforme pas à cette prescription, le Maître d'Œuvre pourra, aux frais de l'Entrepreneur, faire

transporter d'office aux décharges publiques, les matériaux et produits rebutés maintenus sur le chantier.

L'Entrepreneur aura à supporter tous les frais relatifs à la vérification et à la réception des matériaux et fournitures, notamment aussi les frais des analyses que le Maître d'Œuvre pourrait ordonner.

Nonobstant cette réception, les matériaux et fournitures qui, soit au moment de l'emploi soit après, jusqu'à la réception des ouvrages, seraient reconnus défectueux ou avariés seront rebutés et remplacés aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.2.1.2. MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Il n'y a pas de matériaux ni de produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.

2.1.2.1.3. MATERIAUX ET PRODUITS AUTRES QUE LES PRODUITS PREFABRIQUES

- Granulats pour bétons et mortier
- Matériaux pour remblaiement des tranchées
- Matériaux pour réfection des chaussées et trottoirs

} Carrières agréées par
l'Administration
disposant d'une
autorisation
préfectorale
d'exploitation

Les matériaux seront conformes aux normes AFNOR homologuées en vigueur.

2.1.2.1.4. QUALITE DES MATERIAUX ENTRANT DANS LA CONSTRUCTION DES OUVRAGES

- Le ciment pour mortier et bétons, norme NF P 15-301
- Le gravier pour bétons NF EN 12620
- La composition et le dosage du béton NF EN 206-1

2.1.3. EXIGENCES

2.1.3.1. QUALITE ET ORIGINE DU MATERIEL

2.1.3.1.1. GENERALITES

Le respect de la qualité des caractéristiques, des dimensions et de l'aspect des équipements mis en œuvre sera impératif.

Avant toute mise en œuvre, l'Entrepreneur présentera à l'agrément du Maître d'Œuvre et du contrôleur technique ou de leurs représentants les procès-verbaux d'essais en usine du gros matériel.

Les matériels et matériaux mis en œuvre seront munis de la marque de qualité et de conformité USE ou NF ou à défaut, devront répondre aux normes françaises de fabrication, garanties par un procès-verbal de conformité délivré par un organisme habilité.

Dans le cas où il n'existe aucune norme de l'UTE concernant le matériel utilisé, celui-ci devra répondre aux règlements ou spécifications techniques générales ou particulières correspondant à l'usage auquel il est destiné.

Les normes européennes seront respectées.

Tout appareil ne répondant pas à ces exigences sera refusé.

Les matériaux et matériels utilisés seront neufs et sans défaut. Leurs caractéristiques seront en rapport avec leur emploi, l'utilisation des ouvrages, les installations dans lesquels ils sont intégrés.

Ils seront adaptés à l'usage auquel ils sont destinés.

Ils seront à mettre en œuvre conformément aux prescriptions des fabricants et des fournisseurs, dès lors que de telles prescriptions existent.

Tous les matériels conçus, fabriqués et installés respecteront les prescriptions techniques spécifiques à chacun d'eux, les normes en vigueur ainsi que les prescriptions générales de fabrication ci-après.

Les marques et les références des appareils proposés seront soumises au VISA du Maître d'Œuvre et du contrôleur technique (pour l'aspect réglementaire) avant tout approvisionnement.

Le choix du matériel tiendra compte des conditions d'émergence acoustique, de vibrations prescrites et d'environnement régnant à l'intérieur des locaux.

2.1.3.1.2. UNIFORMISATION

Afin d'uniformiser les matériels et de réduire le nombre de pièces de rechange, l'Entrepreneur veillera à ce que les matériels de mêmes caractéristiques proviennent d'un même fournisseur.

2.1.3.1.3. MODULARITE

Tous les équipements d'usure ou susceptibles de panne seront constitués de parties amovibles permettant leur remplacement facile et économique sans nécessiter, si possible, le remplacement complet de ces organes.

De plus, compte tenu de l'enclavement de la Guyane et des délais d'approvisionnement, le choix des matériels doit être fait en considérant le catalogue des fournisseurs locaux ainsi que le niveau de technicité nécessaire pour les faire fonctionner.

2.1.3.1.4. AUTOCONTROLE DES ENTREPRISES

En début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel est assujéti l'Entrepreneur devra être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées,
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entrepreneur s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art, etc... ;

- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

2.1.3.2. ORGANISATION DES TRAVAUX

2.1.3.2.1. GENERALITES

L'Entrepreneur disposera des terrains désignés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Les accès au chantier se feront exclusivement à partir des points fixés par le Maître d'œuvre, sans que l'Entrepreneur puisse élever de réclamation, ni prétendre à indemnité.

Il devra, en outre, aviser dans le même délai :

- L'Entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit du fait de la présence de réseaux rencontrés longitudinalement ou transversalement lors de l'exécution des travaux.
- L'Entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, du maintien en bon état de service des installations de toute nature, publiques ou privées, affectés par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, procéder, à ses frais, à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires.
- L'Entrepreneur ne saurait se prévaloir, à l'encontre des responsabilités résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du présent dossier, lesquels sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter, à ses frais, par tous sondages nécessaires.
- L'Entrepreneur devra, si cela lui est demandé, établir à ses frais des clôtures provisoires en limite des terrains utilisés. Le type de clôtures est laissé à l'initiative de l'Entrepreneur, mais il devra recevoir l'agrément du Maître d'œuvre. En cas d'accidents causés à ces clôtures par les engins durant les travaux, l'Entrepreneur devra les réparer, à ses frais, immédiatement. En dehors de cette imposition, l'Entrepreneur est seul juge de la nécessité de clore ses chantiers et de l'efficacité du type de clôture.

2.1.3.2.2. TRANCHEES ET DEBLAIS

Les terres en excédent ou impropres au remblaiement doivent être transportées, à toute distance, à la décharge indiquée par le Maître de l'Ouvrage, ou à défaut, choisie par l'Entrepreneur et ce, dans tous les cas, aux frais de ce dernier, **y compris tous les frais de redevance ou droits d'entrée en décharge.**

Par ailleurs, il est prévu par l'Entrepreneur :

- l'interposition éventuelle d'un géotextile non tissé en limites de fouille dans le cas de matériaux de mauvaise qualité (vase),
- le rétablissement, en tant que de besoin et à l'identique, des bandes signalétiques sur chaussées.

2.1.3.2.3. PROTECTION CONTRE LES EBOULEMENTS

L'Entrepreneur doit prendre les précautions en vue d'éviter les éboulements et assurer la sécurité du personnel, si nécessaire en talutant, étayant, blindant ou confortant la fouille par tous moyens adaptés à la nature du sol conformément aux spécifications édictées par la réglementation en vigueur.

Les sujétions correspondantes sont réputées incluses dans le bordereau de prix unitaire de terrassement.

L'Entrepreneur devra obligatoirement signaler par écrit au Maître d'œuvre les cas particuliers de construction ou ouvrages à proximité desquels l'ouverture de la tranchée lui semble présenter des risques particuliers, et il indiquera de manière précise les mesures de protection et de sécurité qu'il compte adopter.

Cette démarche ne peut toutefois en aucun cas avoir pour effet de dégager l'Entrepreneur de sa totale responsabilité.

Au cours des travaux, l'Entrepreneur doit veiller à ce que le dépôt de déblais et la circulation des engins ne puissent provoquer d'éboulement ; il doit prendre les mêmes précautions vis-à-vis de la circulation des véhicules sur la voie publique à proximité immédiate de la tranchée.

2.1.3.2.4. ASSECHEMENT DES FOUILLES

L'Entrepreneur exécutera, à ses frais, tous les travaux et ouvrages destinés à assurer l'assèchement des fouilles, y compris les pompages nécessaires, quel que soit la durée du chantier.

2.1.3.2.5. REMBLAIS D'APPORT

Les remblais seront exécutés conformément au règlement de voirie communal ou départemental ou aux prescriptions du "guide technique de remblayage des tranchées et réfection des chaussées" SETRA-LCPC (Mai 1994) et du « Guide technique d'étude et réalisation des tranchées » SETR (Novembre 2001).

On ne tolérera dans les remblais, ni mâchefer, ni plâtras, ni scories.

Les déblais impropres à l'obtention du résultat recherché seront, aux frais de l'Entrepreneur évacués et remplacés par un remblai, avec même compactage, en sable anti-argile ou en grave.

L'Entrepreneur devra indiquer le nom des carrières d'où proviennent les matériaux et fournira une analyse de ces matériaux avant remblaiement.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de soumettre, pour vérification à un laboratoire qualifié, des échantillons des remblais compactés.

Tous les frais entraînés par ces vérifications sont à la charge de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.6. VENUES D'EAUX

L'Entrepreneur doit, sous sa responsabilité, organiser son chantier de manière à le débarrasser des venues d'eaux de toute sorte, à maintenir les écoulements et à prendre les mesures utiles pour que ceux-ci ne soient pas préjudiciables aux biens de toute nature susceptibles d'être concernés.

L'Entrepreneur est tenu d'avoir sur le chantier ou à sa disposition les moyens d'épuisement nécessaires.

2.1.3.2.7. DRAINAGE DU FOND DE FOUILLE

Dans le cas où un drainage temporaire est nécessaire, il est réalisé à l'aide de drains entourés d'une épaisseur suffisante de matériaux drainants.

Dans tous les cas, le drainage est obturé à intervalles appropriés avant remblai.

2.1.3.2.8. DEGATS DIVERS

L'Entrepreneur devra assurer la reconstitution des clôtures, des fossés ou ouvrages divers qui pourraient être détruits.

En cas de destruction d'ouvrages (ponts, chemins ruraux et privés, etc. ...), la reconstitution sera faite à l'identique.

Les bornes parcellaires seront remplacées par un géomètre agréé aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.9. ARRACHAGE DES PLANTATIONS - COUPE D'ARBRES

En cas de besoin, l'arrachage des plantations comprend l'extraction des souches et des racines.

Les produits d'arrachage devront être évacués en décharge aux frais de l'Entrepreneur.

2.1.3.2.10. REMISE EN ETAT DES SOLS

L'entrepreneur procédera sur toute la largeur de l'emprise ayant servi au chantier, à l'enlèvement :

- des débris et résidus de toutes natures,
- des terres excédentaires provenant du sous-sol exclusivement,
- des pierres se trouvant à la surface et dans la partie labourable des terres cultivables et des prairies pour rendre le terrain à l'identique.

Le décompactage des terrains sur l'emprise utilisée pour les besoins du chantier est à la charge de l'Entrepreneur.

Afin de compenser les tassements des terres, un cordon de remblai sera laissé au-dessus de l'axe de la canalisation. Si le cordon était supprimé à la demande écrite du propriétaire ou de l'exploitant, l'Entrepreneur sera dégagé de la responsabilité des tassements ultérieurs.

L'Entrepreneur assurera l'entretien de tous les rétablissements (même ceux restant provisoires) en cours de travaux et jusqu'à la fin du délai de garantie. Les prix de l'offre tiennent implicitement compte des opérations de reprise nécessaires suivant indications du Maître d'œuvre.

Les rétablissements de chaussées, accotements et trottoirs, seront exécutés conformément aux prescriptions techniques départementales ou sur routes communales ou par défaut, conformément aux tableaux ci-après : Qualification de l'Entrepreneur - habilitation du personnel

Les personnels amenés à intervenir sur les ouvrages Gros Œuvre et Second Œuvre devront être munis de titre d'habilitation (H0, B1V) minimum, ou, encadré, par du personnel habilité, à pied d'œuvre sur l'ouvrage, pendant la totalité de la durée de l'intervention.

En conséquences, les certificats et les attestations de formation et de mise à niveau seront à transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre

Il est rappelé que l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) est obligatoire depuis le 1er janvier 2018. L'Entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur, et en particulier en matière d'habilitation de ses agents et de repérage des réseaux avant le démarrage des travaux.

2.1.4. DECHETS

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les pollutions croisées. Il respecte les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination apportant les précisions concernant les modalités de dépose, de collecte séparée et de transport de ces déchets.

Conformément au code de l'environnement, le titulaire caractérise les déchets selon leur nature (dangereux / non dangereux inerte / non dangereux non inerte) avant tout transfert vers un exutoire intermédiaire ou final.

Conformément au code de l'environnement qui prévoit la mise en œuvre d'une hiérarchie des modes de traitement des déchets, le titulaire identifie les différentes possibilités de traitement pour chaque type de déchet dans l'ordre de priorité suivant :

1. Réemploi
2. Réutilisation
3. Recyclage
4. Toute autre valorisation (et notamment la valorisation énergétique)
5. Élimination (déchet dit ultime)

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le ministère de la transition écologique.

Le titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du titulaire, sont obligatoirement inscrites sur « Trackdéchets ».

A l'exception des bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA), les bordereaux de suivi des déchets (BSD, tout type confondu) ne peuvent pas être générés par le titulaire pour le compte de l'acheteur.

Le titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'acheteur.

Les informations relatives à l'acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200241
DID de Cayenne
CS 56019
97306 Cayenne Cedex

L'adresse mail fonctionnelle du correspondant BPE de la DID que doit utiliser le transporteur : did-cayenne-trackdechet.admin.fct@intradef.gouv.fr

Les BSD sont nommés selon le modèle suivant :

« DID CAY XXX-CEFE-BAT 010-2502009 »

2.2. SECTION TECHNIQUE N°1 – DEMOLITION

2.2.1. OBJET DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra la démolition :

- De la Charpente et couverture du Bâtiment 010
- Du local gaz, des locaux 003 à 011, 014 et 015 (bâtiment 010) jusqu'aux fondations
- Du bac à graisse bétonné enterré côté est du bâtiment, avec vidange préalable,
- L'enlèvement de la chambre froide dans le bâtiment 011 ;
- Les locaux 007, 008 et 009 du bâtiment 011 ;
- Toutes les sujétion d'exécution, d'adaptation à l'existant et de finition.

Pour les locaux 001 et 002, seulement la charpente, couverture et faux plafonds seront déposés.

2.2.2. AUTORISATIONS

Le titulaire devra réaliser auprès des concessionnaires les démarches de déclaration d'intention de commencement des travaux (**DICT**). A l'issue de quoi il devra poser des repères visibles, et au besoin des protections sur les câbles ou canalisations à maintenir en service.

Durant la phase de démolition mécanique, le pelleteur sera assisté d'un responsable technique de l'entreprise, chargé de le guider dans les manœuvres délicates. Il sera équipé d'un talkie-walkie et reste en contact permanent avec le pelleteur durant la phase de démolition.

Un plan de circulation des poids lourds sera réalisé par le titulaire et soumis à l'agrément du Maître d'ouvrage et du Chef de site.

2.2.3. OBLIGATIONS DE MOYEN ET DE RESULTATS

La technique de démolition mise en œuvre permettra de garantir à tout moment, durant la phase de démolition, la stabilité de la partie encore sur pied.

Les moyens mis en œuvre feront l'objet d'un descriptif technique, accompagné d'une note de calcul et des caractéristiques des matériels et matériaux utilisés, soumis à l'approbation du maître d'œuvre pendant la période de préparation.

De plus la méthode de démolition devra permettre d'isoler les différents produits :

- Couverture et éléments métallique
- Bois
- Les éléments en parpaings ou bétons

2.2.4. DEMOLITION MECANIQUE

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes durant les travaux. De façon générale, il prendra les précautions utiles pour éviter toute projection en dehors de l'enceinte du chantier.

Lors des opérations de démolition (y compris celles d'évacuation des matériaux), l'entreprise procédera à un arrosage, de sorte de minimiser l'émission de poussières. Cet arrosage doit être efficace. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit d'arrêter le chantier jusqu'à mise en œuvre par l'entreprise d'un dispositif performant. Les phases de l'opération susceptibles de provoquer le plus de poussières sont :

- la phase d'abattage des bâtiments
- la phase de chargement et d'évacuation des matériaux inertes

Pour minimiser l'émission de ces poussières, il est demandé au titulaire de prévoir la mise en place d'un dispositif de brumisation directement sur le bras de la pelle de démolition.

Dans le but de limiter les nuisances pour le reste du quartier, l'entreprise étudie ses techniques de démolition pour limiter au maximum le bruit émis par les engins et les opérations du chantier :

- les pelleteuses et autres engins de chantiers utilisés doivent respecter la réglementation sonore de chantier, et être le moins sonore possible
- l'usage du brise roche hydraulique (BRH) doit être réduit au minimum, au bénéfice de pinces et broyeurs mécaniques à béton (utilisable uniquement sur des éléments en béton de plus d'un mètre carré de section (1,00 m x 1,00 m).

L'utilisation de matériels très bruyants, comme le brise roche hydraulique, sera soumise à l'autorisation du maître d'œuvre et des horaires particuliers d'utilisation pourront être imposés, sans incidence financière. Le titulaire devra justifier la nécessité de l'utilisation de ce type de matériel.

2.2.5. NIVEAU D'ARASE

A l'exception des locaux 001 et 002, la démolition comprend celle du dallages, fondation existantes du bâtiment 010 et abords (y compris caniveaux extérieurs qui seront remis à neuf par le lot 02). De même pour les 3 locaux du bâtiment 011, la démolition comprendra celle du dallage et fondation.

Cette démolition pourra se faire par émiettement ou fragmentation à l'aide de pinces ou broyeur à béton, ou au moyen de dents à rocher.

Nota : Les terres excavées (hors terre végétale) pour permettre l'enlèvement des fondations existante pourront être remplacées dans les excavations d'infrastructure après démolition.

2.3. SECTION TECHNIQUE N°2 – GROS ŒUVRE

2.3.1. OBJET DES TRAVAUX

La présente section technique comprend :

- Le terrassement de la zone démolie
- La réalisation des fondations
- La réalisation de plots déportés support de la charpente
- Toutes les sujétion d'exécution, d'adaptation à l'existant et de finition

2.3.2. IMPLANTATION

L'implantation des ouvrages fera l'objet d'un plan soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre. Sa mise en œuvre sur site sera effectué avec une précision de 5cm en planimétrie et de 3 cm en altimétrie.

2.3.3. NOTES DE CALCULS

Feront l'objet de notes de calcul à présenter au visa du maître d'œuvre :

- Le dimensionnement des fondations présentés ci-après, en prenant en compte
- Le dimensionnement des massifs déportés en tenant compte des descentes de charges de la charpente (en coordination avec le Lot 4)

Ces notes de calculs seront conformes à l'Eurocode NF 1991, et devront présenter toutes les informations nécessaires à leur bonne compréhension : hypothèses, méthodes de calcul, coefficients de sécurité retenus,

2.3.4. CHARGES PERMANENTE

Les charges permanentes auront pour valeurs celles répertoriées dans l'Eurocode NF 1991. Sont comptées dans les charges permanentes les cloisons lourdes et fixes dont le poids linéique est supérieur à 2,5 kN/m.

2.3.5. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation à prendre en compte sont 2,5 kN/m² pour la zone de réfectoire et 5 kN/m² pour la zone de production.

2.3.6. TERRASSEMENTS

Les travaux de terrassements concernent l'exécution des fouilles de toutes natures et des remblais nécessaires aux prestations suivantes :

- Réalisation des fondations du bâtiment

- Aménagements des abords immédiats.

2.3.6.1. FOUILLES

Elles seront exécutées conformément à l'Eurocode NF EN 1997.

La nature des terrains, dans lesquels seront exécutées les fouilles, est exposée dans l'étude géotechnique jointe au dossier de consultation des entreprises.

Aucun terrassement ne sera commencé sans que le plan produit par le titulaire n'ait été visé au préalable par le maître d'œuvre.

L'exécution des fouilles se fera en présence d'un représentant du maître d'œuvre qui vérifiera la conformité au plan.

En cas de besoin l'entrepreneur devra assurer l'épuisement des eaux de pluie et de ruissellement.

2.3.6.2. REMBLAIS ET DEBLAIS

Les sols seront débarrassés de tout ce qui pourrait nuire à la liaison du terrain en place avec les remblais, racines, souches d'arbres, terre végétale, etc.

Les matériaux pour remblais proviendront d'abord des déblais, ils ne devront pas contenir de produits incompatibles tels que débris d'animaux et végétaux, détritiques et gravois, objets métalliques.

En cas de déblais insuffisants, l'entrepreneur fournira des matériaux d'apport convenant à cet usage.

Les remblais seront exécutés par couches de 0,20 m d'épaisseur, compactés à 95 % du Proctor modifié, avec les moyens adaptés en fonction des ouvrages situés à proximité.

Les déblais excédentaires résultant des fouilles seront employés sur place pour la mise en forme des abords, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de produits incompatibles tels que débris d'animaux et végétaux, détritiques et gravois, objets métalliques.

L'excédent éventuel ainsi que les déblais inadaptés seront évacués à une décharge autorisée par les soins de l'entrepreneur.

2.3.7. FONDATIONS – PLANCHER

Le bâtiment sera fondé sur radier.

Le béton de fondation comprendra un hydrofuge de masse, produit qui sera soumis au visa du Maître d'œuvre.

La nature des ciments employés sera adaptée à l'agressivité de la nappe et des terrains traversés. L'utilisation d'adjuvants sera soumise à l'approbation du contrôleur technique et du maître d'œuvre.

Le calcul de l'épaisseur du radier en béton armé avec nervures et poutres de répartition fera partie d'une note de calcul soumise à l'avis du contrôleur technique et visa de la maîtrise d'œuvre (cf. art 2.3.3).

L'entrepreneur, responsable de la stabilité des ouvrages, établit le projet d'exécution des fondations en fonction des caractéristiques des sols mentionnés dans l'étude géotechnique.

Les travaux comprennent :

- le décapage pour mise à niveau du sol
- le réglage du fond de fouille, avec élimination des "points durs",
- le compactage du fond de forme à 95 % de l'OPM,
- le polyéthylène termicide (cf art. 2.3.9),
- le béton de propreté et de réglage, d'épaisseur 10 cm,
- le radier en béton armé avec nervures et poutres de répartition,
- la chape de finition d'épaisseur 5 cm.

L'entrepreneur devra également la réalisation d'une forme de pente dans les locaux équipés d'un siphon de sol.

2.3.7.1. ACIERS

Les armatures pour béton armé devront satisfaire aux conditions du fascicule N° 4, titre 1er, du CCTG, ainsi qu'aux normes NF A 35-015 à 022.

Les aciers haute adhérence seront d'une limite d'élasticité unique pour l'ensemble du chantier. Les armatures constitutives des treillis soudés seront de nuance TL E ou TE 500. Les ronds lisses seront de nuance E235.

Tous les aciers qui seront amenés à être pliés ou dépliés devront être des aciers doux de nuance E 235.

La fiche d'identification des armatures (aciers HA et treillis soudés) ou le bordereau de livraison (ronds lisses) sera présenté au représentant du Maître d'œuvre.

La mise en œuvre des armatures répondra aux conditions de l'Eurocode 2 (NF EN 1992), en particulier :

- les écarts dans la position des étriers ne dépasseront pas leur diamètre, ces pièces étant ligaturées assez solidement pour éviter tout déplacement au cours des bétonnages ;
- le pliage des barres sera obligatoirement effectué sur le mandrin ;
- l'enrobage des aciers sera de 5 cm.

2.3.7.2. CIMENT, BETON ET GRANULAT

Les ciments employés devront être conformes à la norme NF P 15-301 et bénéficier de la marque NF-VP. Les produits suivants utilisés et qui relèvent d'une norme NF, d'un avis technique ou d'un cahier des charges doivent faire l'objet d'une certification :

- de l'AFNOR pour les entrevous en béton, les blocs de béton, le béton prêt à l'emploi, les liants hydrauliques, les adjuvants, les produits spéciaux destinés aux constructions en béton hydraulique (réparations, collages, injections, calages, scellements) ;
- du CSTB pour les poutrelles préfabriquées en béton armé ou précontraint, les prélinteaux, les pré-dalles en béton armé ou précontraint, les blocs en béton spéciaux

pour maçonnerie, les éléments industriels pour les murs en béton préfabriqués en usine, les enduits extérieurs d'imperméabilisation à base de liants hydrauliques.

Les ciments seront livrés :

- soit directement par l'usine productrice ou un centre de distribution considéré par l'AFNOR, comme terminal de l'usine ;
- soit par un centre de distribution admis à la marque NF-VP à l'exclusion de tout autre organisme de distribution.

L'entrepreneur devra s'assurer que l'ensemble des opérations de transport et de stockage des ciments, depuis le lieu de distribution contrôlé par le service de vérification de la marque jusqu'à l'introduction dans le malaxeur à béton est conçu de manière à éviter tout risque d'atteinte à la qualité des liants, notamment par :

- un mélange entre ciments de nature, de classe ou de qualité différente ;
- une pollution du ciment, notamment lors de son transport ;
- une erreur d'identification du produit.

Les conclusions de ces vérifications seront présentées par écrit au Maître d'œuvre.

Le chantier devra être approvisionné par une centrale à béton dont le niveau sera au moins égal au niveau 1 au sens du fascicule 65-A (annexe A2) du CCTG. Le nom et les coordonnées de la centrale retenue par l'entrepreneur seront indiqués au représentant du Maître d'œuvre avant le début des travaux de bétonnage. Dans le cas d'emploi de béton prêt à l'emploi NF, l'entrepreneur devra fournir préalablement le certificat de droit d'usage de la marque NF de la centrale. Dans le cas contraire, il garantira que la centrale est du niveau requis en remettant au représentant du Maître d'œuvre la liste et les caractéristiques des équipements de la centrale. L'emploi d'une bétonnière de chantier pour la réalisation d'éléments d'ouvrages de faible volume et indépendants de la structure principale de l'ouvrage peut cependant être autorisé, mais cette dérogation est soumise à l'accord formel préalable du représentant du Maître d'œuvre. Dans ce cas, la résistance caractéristique du béton sera limitée forfaitairement en valeur supérieure à 20 Mpa pour le calcul, et le mode d'exécution de l'ouvrage devra être précisé sur les plans d'exécution ou les notes de calcul.

La résistance à la compression sera déterminée selon la NF EN 1996. Les ciments seront de la classe 32,5.

Les ciments employés non spécifiés seront en principe du CEM I, IA/, II/A ou V. Toutefois, après accord préalable du représentant du Maître d'œuvre, des ciments de nature différente pourront être éventuellement utilisés.

Les ouvrages sont soumis à un environnement humide sans gel (classe 2a). Les recommandations prévues par la NF P 18-011 seront appliquées pour le choix du ciment.

Les granulats pour bétons lourds de construction devront être conformes à la norme NF P 18-301. La dimension maximale D des granulats devra respecter les règles de l'Eurocode 2 (NF EN 1992). Pour les ouvrages de bâtiment, cette dimension sera toujours inférieure à 25 mm des dérogations ne pourront être accordées qu'après acceptation formelle par le représentant du Maître d'œuvre.

Dans le cas où il ne serait pas fait emploi d'un béton prêt à l'emploi de la marque NF, l'entrepreneur devra fournir des essais tels que décrits dans la norme NF P 18-301 pour le contrôle (propreté et granularité) des sables, cailloux et gravillons.

La vibration est obligatoire pour tout béton armé par aiguilles plongeantes. Le temps de vibration sera tel que le serrage du béton soit assuré sans ségrégation. La vibration par aiguille s'effectuera par couches successives de coulage.

2.3.8. MASSIFS DE FONDATION DEPORTES

Les massifs ou plots déportés support d'appui de la charpente seront réalisés par des semelles isolées en béton armé suivant les caractéristiques suivantes :

- Réalisation de semelles ponctuelles superficielles en béton armé.
- Béton C25/30 XC2, dosé au minimum 300 kg de ciment par m³ selon le DTU 13.1.
- Classe Structurale de l'élément : S4
- Coulage à pleines fouilles ou coffrés selon le cas. Coffrage élémentaire, parement type I.
- Aciers HA B500, selon calculs. Enrobage 3,5 cm.
- Maitrise de l'ouverture des fissures par le calcul avec $w_{max} = 0,30$ mm.
- La contrainte admissible du sol selon rapport de sol.

2.3.9. DISPOSITION ANTI-TERMITES

L'entrepreneur devra effectuer le traitement anti-termites sur l'emprise du bâtiment, après l'exécution des fondations (radier et massifs déportés).

Ce traitement sera réalisé par la mise en place d'un film polyéthylène termicide (perméthrine) de 150 µ. Le recouvrement entre les lés sera au minimum de 0,50 m avec fixation par bande adhésive spéciale.

Les points singuliers (passage de câbles, tuyauteries ou réseaux) seront traités par relevés du polyéthylène autour du câble ou canalisation, avec fixation par colliers de serrage.

Ce traitement sera exécuté (une fois les fondations creusées) sur toute l'emprise des sols de l'ouvrage (sous plancher) ;

La technique de traitement et le produit utilisé devront être soumis à l'acceptation du Maître d'œuvre. Le système devra posséder un avis favorable d'un bureau de contrôle pour l'emploi considéré.

Le produit devra posséder le certificat CTB P+ délivré par le CTBA.

2.3.10. OUVRAGES DIVERS

2.3.10.1. JOINTS DE DILATATION ET DE RUPTURE

Des joints de dilatation et de ruptures seront nécessaires pour la liaison entre la partie existante et neuve.

2.3.10.2. CHAMBRES FROIDES

Pour les chambres froides (positives et négative, l'entrepreneur devra inclure des décaissés de sol afin d'avoir un niveau final identique au niveau des locaux adjacents.

Le Lot 3 fournira au titulaire du lot 1 les dimensions de ces décaissés pour les locaux suivant :

N° local	Destination
013	Chambre Froide négative (-20 °C)
014	Chambre Froide négative (-20 °C)
015	Chambre Froide positive (+1 °C)
016	Chambre Froide positive (+3 °C)
012	Chambre Froide positive (+3 °C)

2.3.10.3. SIPHONS DE SOL

Dans les locaux équipés de siphon de sol, l'entrepreneur devra réaliser en coordination avec le lot 03, une forme de pente permettant l'évacuation des eaux de lavage.

Cela concerne les locaux suivant :

N° local	Destination
001	Réfectoire – Distribution
002	Dégagement
003	Cuisson
004	Lave batterie
006	Déboitage-Légumerie
007	Préparation Froide
010	Laverie
011	Stockage sec
018	Local Déchet

2.3.10.4. LOCAL GAZ

Le titulaire devra la réalisation d'une dalle béton de finition brossé pour l'accueil du local gaz.

2.3.10.5. SANITAIRES

Au niveau de la salle à manger cadres, une extension de la dalle sera réalisée (cf. carnet de plan). Cela devra permettre la création d'un WC (local 022) à cet endroit. Les élévations seront maçonnées (voir ST 4). La réservation pour la porte d'accès à ces sanitaires sera réalisée après sciage du muret existant puis ragréage.

2.3.10.6. ACCES EXTERIEURS

Deux circulations piétonnes en béton brossé devront permettre :

- Un accès piéton entre la zone de déchargement et le local gaz
- Une liaison piétonne entre la zone de distribution et la salle popote (pénétration dans le bâtiment incluse).

2.3.10.7. RAMPE

L'entrepreneur devra la réalisation d'une rampe béton d'accès au local au local poubelle. La finition sera en béton brossé.

2.4. SECTION TECHNIQUE N°3 - REVETEMENT DE SOL

2.4.1. OBJET DES TRAVAUX

Les ouvrages seront collés sur les sols. Les travaux comprennent :

- la fourniture et pose carrelage céramique et plinthes
- la fourniture et pose de faïence dans les sanitaires à créer
- la préparation des supports
- la réalisation de toutes les opérations de finition nécessaires à la pose des revêtement
- l'exécution et le remplissage des joints
- le nettoyage des sols
- Toutes les sujétion d'exécution, d'adaptation à l'existant et de finition

2.4.2. PRESCRIPTIONS GENERALES

Les tons et coloris seront choisis dans la gamme commerciale par le représentant du maître d'œuvre. Tous les échantillons seront à présenter pendant la période de préparation.

Tous les joints réalisés dans le plancher seront repris au niveau des chapes et revêtement de sol céramique. Ils seront traités avec un matériau souple à base d'élastomère.

2.4.3. LOCALISATION

Le revêtement carrelé, concerne l'ensemble des surfaces de sol réhabilité et des sanitaires de la partie cadre. Ne seront pas carreler, les chambres froides, et les deux pièces de la zones cadres.

2.4.4. CHAPES RAPPORTEES

L'entrepreneur titulaire aura à sa charge la réalisation, dans tous les locaux devant recevoir du carrelage, d'une chape rapportée de 5 cm d'épaisseur, de dureté compatible avec le classement au poinçonnement du carrelage, et exécutée conformément au DTU N° 26-2 :

- dosage au ciment : 400 kg/m³, y compris toutes sujétions pour les locaux humides,
- désolidarisation par interposition d'un film polyane de 150 µ

La finition sera finement talochée sans produits de cure.

Tous les joints réalisés dans les planchers seront repris au niveau des chapes.

Une exigence de planéité de classe IV est demandée avec une tolérance de +- 9 mm sous la règle de 2 m.

2.4.5. CARRELAGE

Les revêtements de sol seront scellés, posés à la règle et à la batte selon le DTU N° 52.1 ou la NFP 61-202. Les joints seront larges. Toutes les pièces spéciales (angle sortant, angle rentrant, etc.) seront prévues. Les carreaux seront soigneusement battus lors de la pose.

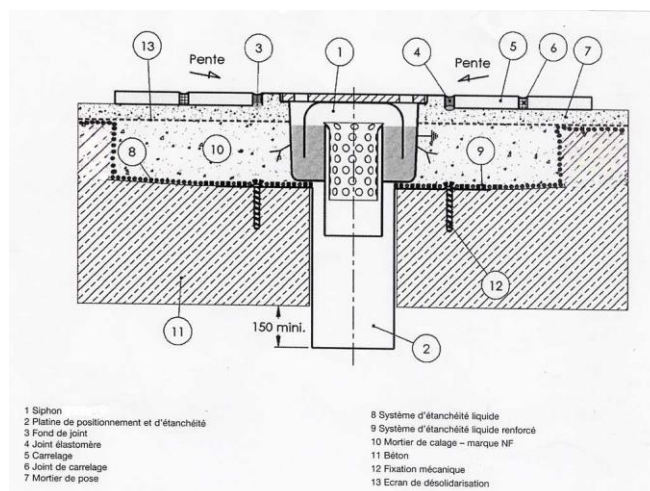
Les joints de décompression et de fractionnement seront réalisés comme prévu au DTU N°52.1.

Le revêtement de sol sera du grès cérame, constitué de carreaux de grès fin vitrifié (non émaillés) faisant de certification « NF – classement UPEC » :

- format : 30 x 30 (12" x 12") ou 20 x 20 (8" x 8"),
- épaisseur : de 7,5 mm à 8,5 mm, en fonction de la taille et du fabricant,
- qualité : premier choix,
- Classement UPEC : U4 P4 E3 C2,
- Adhérence : R12,
- Aspect de surface : granité ou grain de riz,
- Coloris : au choix du Maître d'oeuvre dans toute la gamme de couleur du fabricant,
- Plinthes à gorge, assorties aux carreaux de sol.

Les joints seront réalisés en résine époxy, et ne devront pas former de creux entre carreaux. Ils seront plans et à fleur de carrelage.

En coordination avec le lot 3 (section technique plomberie), des platines permettront le positionnement des siphons de sol. Elles seront fixées mécaniquement au gros œuvre. Un système d'étanchéité liquide recouvrira la platine. Il sera réalisé un joint élastomère sur le pourtour du siphon. Le niveau fini du siphon sera inférieur de 5 mm à celui du revêtement carrelé. Les carreaux directement en périphérie du siphon seront posés en pente.



2.5. SECTION TECHNIQUE N°4 – PEINTURE ET MAÇONNERIE

2.5.1. OBJET DES TRAVAUX

Les ouvrages suivants seront à réaliser :

- Les revêtements confectionnés au moyen de produit de peintures
- Les élévations maçonnées de la partie réfectoire et sanitaire (salle cadre)
- Toutes les sujétion d'exécution, d'adaptation à l'existant et de finition

2.5.2. MAÇONNERIE

Toute cloison maçonnée sera munie de chainage horizontal et vertical.

2.5.2.1. CREATION D'UN MUR MI-HAUTEUR

La délimitation du réfectoire sera matérialisée par un muret maçonné de 1m00 de hauteur. Il sera réalisé en blocs creux monté au mortier ciment. De part et d'autre la finition sera réalisée en enduit ciment pour être ensuite peint pour une épaisseur de cloison finale de 20cm.

2.5.2.2. CREATION D'UN SANITAIRE

Les cloisons du sanitaire de la salle à manger cadres seront maçonnées. Sur le mur de façade ouest deux réservations seront réalisé pour que des bouches d'aération (une haute et une basse) puissent être mises en place.

Ces maçonneries seront réalisées en blocs creux montés au mortier de ciment jusqu'à une hauteur de 2m20, enduit ensuite en enduit ciment puis peint pour une épaisseur de cloison finale de 20cm. Le titulaire aura également à sa charge de réaliser les pieds droit et linteaux de support du dormant de la porte.

2.5.3. PEINTURE

2.5.3.1. ELEVATION EXISTANTE

Avant leur remise en peinture, les élévations existantes des deux salles conservées (salle popote et à salle à manger cadre), seront décapées thermiquement. L'entrepreneur réalisera ensuite un enduit ciment.

La peinture choisie sera une peinture acrylique d'aspect satinée de classe d'imperméabilité I2, appliquée en 3 couches : une couche d'impression, une couche intermédiaire puis une couche de finition.

2.5.3.2. FAÇADE EXISTANTE BATIMENT 011

De même que pour les élévation intérieure et extérieur du bâtiment 010, le mur maçonné apparent après démolition du bâtiment 011 (cloison entre le local 006 et 007), sera décapé, enduit puis peint. Une peinture acrylique d'aspect satinée de classe I2, sera appliqué en 3 couches : une couche d'impression, une couche intermédiaire puis une couche de finition.

2.5.3.3. MURET REFECTOIRE – SANITAIRE

Pour les sanitaires de la zone cadre et muret du réfectoire intérieur et extérieur (locaux 019, 020, 021)), après brossage et époussetage, Une peinture acrylique d'aspect satinée de classe I2, sera appliqué en 3 couches : une couche d'impression, une couche intermédiaire puis une couche de finition.

3.DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

En fin d'exécution le titulaire remettra le dossier des ouvrages exécutés comprenant :

- Tous les plans aux formats dwg et pdf ;
- Les notes de calculs et dimensionnements ;
- Les fiches techniques ;
- Les rapports d'essais et d'inspections ;
- Les attestations de conformités ;
- Les bordereaux de suivi des déchets.